

“ Il marque nettement que cette législature sera encore plus sectaire, plus haineuse, plus malfaisante que l'autre.”

La résultante de tout cet ensemble d'opinions c'est que la situation politique est mauvaise en France, et que les catholiques doivent s'attendre à de nouvelles épreuves.

Lorsque l'élection présidentielle a eu lieu, il n'y avait plus de ministère. Conformément aux rumeurs qui circulaient depuis quelques semaines, M. Waldeck-Rousseau avait donné sa démission. Se drapant noblement dans l'attitude d'un sauveur satisfait de son œuvre, il a réclamé le droit au repos. Riche, dilettante, très blasé, il avait bien des raisons de pré érer la vie qu'il menait avant son entrée aux affaires, à celle qu'il a menée depuis trois ans. Mais sa raison principale c'est sans contredit son désir de s'élever au premier poste de l'Etat, et de succéder à M. Loubet.

L'élection du président de la Chambre avait mis M. Bourgeois plus que jamais en évidence. On a pensé que les suffrages des députés le désignaient au président comme le premier ministre de la circonstance. Ce ne sera pas un hors-d'œuvre que d'esquisser ici rapidement la carrière de cet homme politique. M. Léon Bourgeois est né à Paris en 1851. Docteur en droit, lisons-nous dans un journal français, il entra dans l'administration et fut successivement secrétaire général de la Marne, sous-préfet de Reims, préfet du Tarn, secrétaire général de la préfecture de la Seine, préfet de la Haute-Garonne et préfet de police. Châlons-sur-Marne, où il avait commencé sa carrière, l'envoya à la Chambre en 1888; un an plus tard, il était, avec M. Floquet, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur; en 1890, après la chute de M. Constans, il acceptait le portefeuille de l'intérieur, qu'il échangeait pour celui de l'instruction publique dans les cabinet Freycinet et Loubet. M. Ribot lui confia dans le cabinet qu'il présidait le portefeuille de la justice et, lorsque le jeu des combinaisons